

Chambre des représentants et Sénat de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999 (*)

4 MAI 1999

COMMISSION DE CONTRÔLE DES DÉPENSES ÉLECTORALES ET DE LA COMPTABILITÉ DES PARTIS POLITIQUES (1)

**Décision sur l'imputation éventuelle
du coût d'un numéro du bulletin
d'information d'une assemblée
parlementaire sur le montant maxi-
mum que le président de cette
assemblée peut engager en matière
de propagande électorale lors
des prochaines élections
auxquelles
il se présente**

- (1) Composition de la Commission de contrôle :
Président : MM. Langendries et Swaelen

Chambre des représentants

A. — Membres titulaires

C.V.P. MM. Cauwenberghs,
Willems.
P.S. M. Toussaint.
V.L.D. M. Versnick.
S.P. M. Landuyt,
Mme Vanlerberghe.
P.R.L.- MM. Michel, Reynders.
F.D.F.
P.S.C. M. Lefevre.
Écolo- M. Tavernier.
Agalev

B. — Membres suppléants

MM. Leterme, Tant.
M. Eerdeken.
M. Cortois.
MM. Bartholomeeussen, Suykens.
MM. Clerfayt, Simonet.
M. Gehlen.
M. J.-P. Viseur.

Sénat

A. — Membres titulaires

C.V.P. MM. Caluwé, Delcroix.
P.S. MM. Istasse, Mahoux.
V.L.D. M. Coene, Mme Nelis-Van
Liedekerke.
S.P. M. Moens.
P.R.L.- M. Foret.
F.D.F.
P.S.C. M. Charlier.
Vl.Blok M. Van Hauthem.

B. — Membres suppléants

Mme de Béthune, M. D'Hooghe.
MM. Hotyat, Lallemand.
M. Coveliers, Mme Leduc.
M. Pinoie.
M. Bock.
Mme Milquet.
M. Ceder.

(*) Cinquième session de la 49^{ème} législature

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers en Senaat

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (*)

4 MEI 1999

CONTROLECOMMISSIE BETREFFENDE DE VERKIEZINGS- UITGAVEN EN DE BOEKHOUDING VAN DE POLITIEKE PARTIJEN (1)

**Beslissing over de eventuele
aanrekening van de kostprijs van een
nummer van het informatieblad van
een parlementaire assemblee op het
maximumbedrag dat de voorzitter van
deze assemblee voor
verkiezingspropaganda mag uitgeven
bij de eerstvolgende verkiezingen
waaraan hij deelneemt**

- (1) Samenstelling van de Controlecommissie :
Voorzitters : de heren Langendries en Swaelen

Kamer van volksvertegenwoordigers

A. — Vaste leden

C.V.P. HH. Cauwenberghs,
Willems.
P.S. H. Toussaint.
V.L.D. H. Versnick.
S.P. H. Landuyt,
mevr. Vanlerberghe.
P.R.L.- HH. Michel, Reynders.
F.D.F.
P.S.C. H. Lefevre.
Écolo- H. Tavernier.
Agalev

B. — Plaatsvervangers

HH. Leterme, Tant.
H. Eerdeken.
H. Cortois.
HH. Bartholomeeussen, Suykens.
HH. Clerfayt, Simonet.
H. Gehlen.
H. J.-P. Viseur.

Senaat

A. — Vaste leden

C.V.P. HH. Caluwé, Delcroix.
P.S. HH. Istasse, Mahoux.
V.L.D. H. Coene, mevr. Nelis-Van
Liedekerke.
S.P. H. Moens.
P.R.L.- H. Foret.
F.D.F.
P.S.C. H. Charlier.
Vl.Blok H. Van Hauthem.

B. — Plaatsvervangers

Mevr. de Béthune, H. D'Hooghe.
HH. Hotyat, Lallemand.
H. Coveliers, mevr. Leduc.
H. Pinoie.
H. Bock.
Mevr. Milquet.
H. Ceder.

(*) Vijfde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

Le 26 avril 1999, la Commission de contrôle s'est prononcée sur la question de savoir si le coût d'un numéro du bulletin d'information édité par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale doit être imputé sur les dépenses que le président de cette assemblée, *M. Armand De Decker*, effectuerait lors des prochaines élections auxquelles il se présentera.

1. EXPOSÉ DU PROBLÈME

1.1. Le 19 avril 1999, *M. Caluwé* (S), membre de la Commission de contrôle, a informé la commission que dans le numéro de mars 1999 du bulletin d'information «*Echos du Parlement bruxellois / Nieuwsbrief van het Brussels parlement*» avait été publiée une photo de M. De Decker, président de l'assemblée, sans que ce dernier eût recueilli, pour cette publication, l'avis préalable de la Commission de contrôle, requis en vertu de l'article 4bis, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

C'est pourquoi le membre précité a proposé que la Commission de contrôle examine d'office l'affaire.

Il estimait que le bulletin d'information en question devait être considéré comme une campagne d'information destinée au public et financée directement ou indirectement par des fonds publics, et que l'avis préalable de la Commission de contrôle était dès lors requis en vertu de l'article 4bis, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi précitée.

La commission aurait ainsi pu examiner si la campagne visait, en tout ou en partie, à promouvoir l'image personnelle de M. De Decker ou l'image de son parti.

1.2. Le 19 avril 1999, la commission a dès lors décidé d'examiner le dossier et d'engager la procédure prévue à l'article 4bis, § 4, alinéas 2 et suivants, de la loi précitée.

Cette procédure peut entraîner l'imputation du coût de la communication sur les dépenses électorales que M. De Decker engagerait après la décision finale de la Commission de contrôle.

À cet effet, la décision motivée de la commission est rendue dans le mois qui suit la saisine, dans le respect des droits de la défense.

1.3. Eu égard à ce qui précède, M. De Decker a été invité, par lettre recommandée à la poste du 21 avril 1999, à la réunion de la Commission de contrôle du 26 avril 1999 pour y exposer son point de vue en se faisant éventuellement assister par un conseil.

Op 26 april 1999 heeft de Controlecommissie uitspraak gedaan over de vraag of de kostprijs van een nummer van het informatieblad dat door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad wordt uitgegeven, al dan niet moet worden aangerekend op de uitgaven die de voorzitter van deze assemblee, *de heer Armand De Decker*, zou verrichten bij de eerstvolgende verkiezingen waaraan hij deelneemt.

1. SITUERING

1.1. Op 19 april 1999 heeft *de heer Caluwé* (S), lid van de Controlecommissie, de commissie ervan in kennis gesteld dat in het maartnummer 1999 van de «*Nieuwsbrief van het Brussels Parlement / Echos du Parlement bruxellois*», een foto is verschenen van de heer De Decker, voorzitter van de assemblee, zonder dat hij voor die publicatie het voorafgaand advies van de Controlecommissie had ingewonnen krachtens artikel 4bis, § 2, eerste lid, van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

Om die reden stelt het betrokken lid voor dat de Controlecommissie de zaak ambtshalve in behandeling zou nemen.

Zijns inziens dient het kwestieuze informatieblad als een voor het publiek bestemde voorlichtingscampagne te worden beschouwd die direct of indirect met overheidsgeld werd gefinancierd en waarvoor krachtens artikel 4bis, § 2, eerste lid, van de voormelde wet het voorafgaand advies van de Controlecommissie diende te worden gevraagd.

Aldus had de commissie kunnen nagaan of dit blad er geheel of ten dele toe strekte het persoonlijke imago van de heer De Decker of het imago van zijn partij te verbeteren.

1.2. Daarom besloot de commissie op 19 april 1999 om het dossier in behandeling te nemen en de in artikel 4bis, § 4, tweede lid en volgende, van de voormelde wet bepaalde procedure aan te vatten.

Deze procedure kan ertoe leiden dat de kostprijs van de mededeling wordt aangerekend op de verkiezingsuitgaven die de heer De Decker na de eindbeslissing van de Controlecommissie zou verrichten.

Daartoe moet de commissie, uiterlijk een maand nadat de zaak bij haar aanhangig is gemaakt, een met redenen omklede beslissing nemen, met inachtneming van de rechten van de verdediging.

1.3. Gelet op het voorgaande werd de heer De Decker, bij ter post aangetekende brief van 21 april 1999, uitgenodigd op de vergadering van de Controlecommissie van 26 april 1999 om er, eventueel bijgestaan door een raadsman, zijn standpunt terzake uiteen te zetten.

À cette dernière date, la commission, après avoir entendu M. De Decker, a délibéré de l'affaire et pris une décision.

2. DÉFENSE DE M. DE DECKER, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

2.1. Lors de la réunion du 26 avril 1999, *M. De Decker* rappelle que, par lettre du 30 juillet 1997, la Commission de contrôle avait rendu un avis positif au sujet de la note de synthèse qu'il avait remise le 27 avril 1997 concernant le bulletin d'information «*Échos du Parlement bruxellois / Nieuwsbrief van het Brussels Parlement*», à la condition que, conformément à la jurisprudence de la commission, sa photo ne soit pas publiée.

2.2. Par lettre du 4 septembre 1997, *M. De Decker* a réagi comme suit à cet avis :

«Votre lettre du 30 juillet 1997, relative au projet de périodique «Echos du Parlement bruxellois» a retenu mon attention.

Comme il est signalé dans la note de synthèse, nous prévoyons d'illustrer ce périodique de photos. Nous veillerons à ce qu'aucune photo de moi-même seul n'apparaisse, mais vous comprendrez qu'il ne nous est pas possible de publier un périodique où le Président n'apparaîtrait jamais sur aucune photo de groupe, sans quoi il disposerait de moins de droits que les autres membres de son assemblée, ce qui me semblerait pour le moins paradoxal.»

2.3. Dans cette optique, M. De Decker fait observer que la photo qui est à l'origine de cette procédure le représente lors d'une rencontre avec M. P. Roman, Président du Sénat roumain. On notera que cette photo - qui est du reste de dimensions très modestes - figure au bas de la page intérieure du bulletin d'information susvisé.

Étant donné que ce périodique du Parlement bruxellois a pour vocation d'assurer une liaison avec des autorités belges et étrangères ainsi qu'avec des organismes internationaux et ne compte qu'une trentaine d'abonnés à titre privé, la publication de la photo litigieuse n'avait nullement pour but de promouvoir son image personnelle ou celle de son parti.

2.4. D'une manière plus générale, il estime qu'à cet égard, les présidents des assemblées ne devraient pas être traités de la même manière que les ministres et les secrétaires d'État. Ces derniers disposent en effet d'une certaine marge de manoeuvre en ce qui concerne la mise en oeuvre de leur politique d'information, tandis que les présidents d'assemblée doivent toujours obtenir préalablement l'approbation du Bureau de leur assemblée, Bureau au sein duquel tant

Op laatstvermelde datum heeft de commissie, na de heer De Decker te hebben gehoord, over deze zaak beraadslaagd en een beslissing genomen.

2. VERDEDIGING VAN DE HEER DE DECKER, VOORZITTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE RAAD

2.1. Op de vergadering van 26 april 1999 herinnert *de heer De Decker* eraan dat de Controlemcommissie, bij brief van 30 juli 1997, een gunstig advies heeft uitgebracht over de synthesesnota die hij op 27 juni 1997 had ingediend betreffende de «*Nieuwsbrief van het Brussels Parlement / Echos du Parlement bruxellois*», op voorwaarde dat, overeenkomstig de rechtspraak van de Commissie, zijn foto niet zou worden gepubliceerd.

2.2. Bij brief van 4 september 1997 reageerde *de heer De Decker* als volgt op dit advies :

«Uw brief van 30 juli 1997 betreffende het ontwerp voor een tijdschrift «Echos du Parlement bruxellois / Nieuwsbrief van het Brussels Parlement» heeft mijn volle aandacht gekregen.

Zoals in de synthesesnota wordt aangegeven, is het onze bedoeling die nieuwsbrief met foto's te illustreren. Wij zullen er op toezien dat geen enkele foto wordt afgedrukt waarop alleen ik word afgebeeld, maar u begrijpt dat het niet mogelijk is een tijdschrift te publiceren waarin de Voorzitter nooit op een groepsfoto zou te zien zijn; zo niet zou hij over minder rechten beschikken dan de overige leden van zijn assemblée, wat mij op zijn minst paradoxaal lijkt.»

2.3. In die optiek wijst *de heer De Decker* erop dat de foto die ten grondslag ligt aan deze procedure, een afbeelding toont van zijn ontmoeting met *de heer P. Roman*, Voorzitter van de Roemeense Senaat. Op te merken valt dat deze foto - overigens van zeer bescheiden omvang - onderaan de binnenbladzijde van de voormelde nieuwsbrief is afgedrukt.

Aangezien de nieuwsbrief van het Brussels Parlement een liaisonfunctie vervult ten opzichte van Belgische en buitenlandse overheden en internationale instellingen en slechts een dertigtal privé-abonnees telt, had de publicatie van de betrokken foto dan ook op geen enkele wijze tot doel zijn persoonlijk imago of dat van zijn partij te bevorderen.

2.4. Meer algemeen is hij van oordeel dat de voorzitters van parlementaire assemblees op dit vlak niet op dezelfde wijze zouden mogen worden behandeld als ministers en staatssecretarissen. Deze laatsten beschikken immers over een zekere handelingsvrijheid bij het voeren van hun voorlichtingsbeleid, terwijl de voorzitters van de assemblees vooraf steeds de goedkeuring behoeven van het Bureau van de assemblee waarin zowel parlementsleden behorende

des parlementaires de la majorité que des parlementaires de l'opposition sont représentées.

Il préconise dès lors de modifier la législation afin de tenir compte de cette différence.

2.5. M. De Decker est en tout cas convaincu d'avoir agi conformément à l'esprit de la loi et à l'avis de la Commission de contrôle.

3. DÉLIBÉRATION ET VOTE

3.1. Plusieurs membres, à savoir *MM. Istasse (S), Versnick (Ch) et Tavernier (Ch)*, estiment également qu'en ce qui concerne l'application de l'article 4bis, il s'impose sans doute d'établir une distinction entre les présidents des assemblées parlementaires et les membres d'un gouvernement. Dans la mesure où d'autres parlementaires, qui ne sont pas soumis au prescrit de l'article 4bis, sont représentés dans des publications officielles destinées au public, il paraît logique que les présidents des assemblées soient traités de la même manière que ceux-ci.

M. Caluwé (S) partage cet avis et estime, pour le reste, qu'il serait préférable qu'à l'avenir, la commission ne se laisse plus obnubiler par la publication de photos.

M. Moens (S) estime que le fait que le bulletin d'information du Parlement bruxellois ne soit pas destiné au grand public constitue un argument déterminant.

*
* *

3.2. Eu égard à ce qui précède, la *Commission de contrôle* décide à l'unanimité des 14 membres présents, le 26 avril 1999, de ne pas imputer le coût du bulletin d'information «*Échos du Parlement bruxellois / Nieuwsbrief van het Brussels Parlement*» de mars 1999 sur les dépenses que M. De Decker engagerait lors des prochaines élections auxquelles il se présentera.

*
* *

tot de regeringsmeerderheid als behorende tot de oppositie vertegenwoordigd zijn.

Hij pleit er dan ook voor een wetswijziging te overwegen waarin met het voormelde onderscheid rekening zou worden gehouden.

2.5. De heer De Decker is er in ieder geval van overtuigd conform de geest van de wet én het advies van de Controlecommissie te hebben gehandeld.

3. BERAADSLAGING EN STEMMING

3.1. Verscheidene leden, met name *de heren Istasse (S), Versnick (K) en Tavernier (K)*, zijn het eens met de stelling dat er zich met betrekking tot artikel 4bis wellicht een onderscheid opdringt tussen de voorzitters van parlementaire assemblees en de leden van een regering. In de mate andere parlementsleden die niet aan het voorschrift van artikel 4bis onderworpen zijn, worden afgebeeld in officiële voor het publiek bestemde publicaties, lijkt het logisch dat de voorzitters van de assemblees met hen op gelijke voet worden behandeld.

De heer Caluwé (S) kan zich hiermee akkoord verklaren en meent voor het overige dat de commissie het fotofetisjisme in de toekomst best zou afzweren.

De heer Moens (S) beschouwt het als een doorslaggevend argument dat de nieuwsbrief niet onder het grote publiek wordt verspreid.

*
* *

3.2. Gelet op het voorgaande beslist de *Controlecommissie* op 26 april 1999 bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden om niet over te gaan tot de aanrekening van de kostprijs van de «*Nieuwsbrief van het Brussels Parlement / Echos du Parlement bruxellois*» van maart 1999 op de verkiezingsuitgaven die de heer De Decker zou verrichten bij de eerstvolgende verkiezingen waaraan hij deelneemt.

*
* *

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité.

*
* *

Le Président-rapporteur,

Raymond LANGENDRIES

Membres du groupe linguistique français,

Michel FORET
Robert HOTYAT
Jean-François ISTASSE
Jacques LEFEVRE

Membres du groupe linguistique néerlandais,

Ludwig CALUWÉ
Leo DELCROIX
An HERMANS ⁽¹⁾
Guy MOENS
Lisette NELIS-VAN LIEDEKERKE
Jef TAVERNIER
Joris VAN HAUTHEM
Myriam VANLERBERGHE
Geert VERSNICK
Luc WILLEMS

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd.

*
* *

De Voorzitter-rapporteur,

Raymond LANGENDRIES.

Leden van de Franse taalgroep,

Michel FORET
Robert HOTYAT
Jean-François ISTASSE
Jacques LEFEVRE.

Leden van de Nederlandse taalgroep,

Ludwig CALUWÉ
Leo DELCROIX
An HERMANS ⁽¹⁾
Guy MOENS
Lisette NELIS-VAN LIEDEKERKE
Jef TAVERNIER
Joris VAN HAUTHEM
Myriam VANLERBERGHE
Geert VERSNICK
Luc WILLEMS.

(1) En vertu de l'article 2, alinéa 2, des statuts de la Commission de contrôle, Mme Hermans a pris part aux votes.

(1) Mevrouw Hermans heeft aan de stemming deelgenomen krachtens artikel 2, tweede lid, van de statuten van de Controlecommissie.